

Stéphane Keïta : "L'intelligence urbaine doit permettre un développement à moindre empreinte écologique"



12/09/2018

Pour le p-dg de la Scet, face à l'urgence climatique et sociale, la journée d'Entretiens du Cadre de Ville est "une opportunité, dans un format singulier et foisonnant, pour échanger entre différents acteurs de la ville sur des cas concrets et opérationnels". "L'enjeu est d'aider à construire le futur sous un angle nouveau", développe Stéphane Keïta, pour qui, notamment : "L'urbanisme opérationnel doit tirer parti de la révolution numérique."

Stéphane Keïta - Photo Jean-Marc Pettina

Cadre de Ville - La SCET est l'un des piliers de la Banque des Territoires, déployée par la Caisse des Dépôts. Quelle vision y portez-vous de la ville de demain ? Et notamment la place qu'y occupe le défi climatique ?

Stéphane Keïta - Prendre la mesure de la transition écologique est un impératif pour la ville et les sociétés de demain.

Lorsqu'on construit des solutions opérationnelles de requalification ou de revitalisation, dans les métropoles, les villes moyennes ou centres-bourgs, il est indispensable d'aborder la question de l'adaptation au changement climatique : nouvelles mobilités, sobriété foncière, rénovation énergétique, économie circulaire, développement des énergies renouvelables (EnR) ...

La vision que nous portons et partageons naturellement avec la Banque des Territoires, c'est que la mobilisation de l'intelligence urbaine doit permettre de répondre à tous les défis du développement économique, social et culturel en intégrant une empreinte écologique moins forte.

CdV - Pour vous, quels sont, en conséquence, les enjeux pour les opérateurs urbains français – dont fait partie la Scet ?

S. K. - Il me semble que l'enjeu principal aujourd'hui, c'est d'aider à construire le futur des villes et des territoires sous un angle nouveau et écologique, en tirant parti de la révolution numérique, qui met à notre disposition des millions de données. A la tête d'un réseau de 300 entreprises publiques locales et bailleurs, et d'un archipel d'expertises constitué notamment de spécialistes de la collecte et du traitement des data, la SCET s'organise pour exploiter les données des territoires et les mettre au service de projets innovants et durables.

Que ce soit en matière d'habitat, de mobilité, d'équipements et d'espaces publics, de consommations énergétiques, le défi climatique nous pousse à inventer de nouvelles approches et à intégrer de nombreux paramètres. Les opérateurs doivent mettre à disposition des acteurs locaux une ingénierie technique, juridique et financière de haut niveau pour le montage et la gestion de leurs projets d'investissement, mais aussi pour la conception, le financement et l'exploitation de ces projets toujours plus complexes.

CdV - Vous êtes partenaire des 3e Entretiens du Cadre de Ville. Pourquoi soutenez-vous cette initiative ? Quelles thématiques de ce programme vous interpellent particulièrement ? Et pourquoi ?

S. K. - Le partenariat qui nous associe depuis la première édition des Entretiens du Cadre de ville est une formidable opportunité d'échanger, autour d'un format singulier et foisonnant, entre différents acteurs de la ville sur des cas concrets et opérationnels.

Il vient compléter les journées « Conférences & débats » que nous organisons conjointement sur des thématiques plus ciblées, comme l'urbanisme négocié, les nouvelles concertations, ou, dans quelques jours, autour de l'urbanisme transitoire (le 18 septembre).

Dans le riche programme des « Entretiens » de cette année, plusieurs thématiques attirent particulièrement notre attention, compte tenu de notre mobilisation sur ces sujets : la reconquête des cœurs de ville; les solutions à mettre en œuvre pour la « ville énergie » ; les modèles de l'agriculture urbaine ; la ville résiliente.

D'ailleurs, pour illustrer ces thèmes, plusieurs projets issus de l'écosystème de la SCET, de ses filiales et de son réseau d'EPL ont été sélectionnés par le comité scientifique.